



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural  
Unité Forêt**

**Arrêté n° 23-141**

**portant autorisation de défrichement de bois situés  
sur le territoire de la commune de Lège-Cap-Ferret (33)**

**Le Préfet de la Gironde**

- VU** le Code Forestier, notamment ses articles L 134-6, L. 341-1 à L. 341-10 et R. 341-1 à R. 341-9, D. 341-7-1, D. 341-7-2, L. 214-13, L. 214-14, R. 214-30, R. 214-31
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 Octobre 2003 définissant le seuil départemental de surface minimale du massif boisé au-delà duquel une autorisation de défrichement est nécessaire,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU** le dossier de demande d'autorisation de défrichement enregistré sous le n° 23-141 (Sylvanat : 33-32575) reçu le 06/11/2023, déclaré complet le 01/12/2023 présenté par SCCV GEMMES dont l'adresse est : 25 RUE SAINTE PHILOMENE – 33300 BORDEAUX et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0.6508 hectares de bois situés sur le territoire de la commune de Lège-Cap-Ferret (33), en vue de la construction d'un ensemble immobilier.
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2023 portant décision d'examen cas par cas n°2023-14391 ne soumettant pas le projet à d'une étude d'impact ,

**CONSIDÉRANT** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols ne sont nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier,

**CONSIDÉRANT** le rôle économique (et/ou écologique et/ou social) des bois et forêts, objets du défrichement, situés dans le Massif des Landes de Gascogne justifiant de fixer le coefficient multiplicateur de la surface à boiser en compensation de la surface défrichée à une valeur de 1,

**ARRÊTE**

**Article premier – Terrains dont le défrichement est autorisé**

Est autorisé le défrichement des parcelles de bois dont les références cadastrales figurent ci-après, dans les conditions prévues aux articles suivants du présent arrêté pour une surface totale de 0.6508 hectares de bois situés sur la commune de Lège-Cap-Ferret :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0010	0,8304	0,3591
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0101	0,0986	0,0986
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0102	0,0969	0,0969
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0103	0,0962	0,0962

**La présente autorisation reste attachée au fond pour lequel elle est délivrée.**

**Article 2 : L'autorisation est délivrée sous réserve de la réalisation des conditions suivantes :**

- L'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de (re)boisement en FEUILLUS pour une surface de **0,6508** hectares, situés dans le Massif des Landes de Gascogne.

- La préservation de la mare et de l'Espace Boisé Classé présents au sud-ouest sont conservés,

Les travaux de boisement ou reboisement comprennent les travaux préparatoires au boisement, l'achat et la mise en place de plants ou de graines, les travaux d'entretien du boisement durant les 5 premières années, la protection contre le gibier le cas échéant.

Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du Guide Technique "Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des travaux de reboisement", édition Décembre 2014.

Le choix des essences et des régions de provenance doit être conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2019 fixant la liste des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat en Région Nouvelle Aquitaine.

Les boisements devront faire l'objet d'un cahier des charges décrivant les détails techniques de réalisation (identification cadastrale, plan de situation et plan cadastral du ou des terrain(s) concerné(s) par le boisement, itinéraire technique). Ce cahier des charges devra être transmis pour approbation préalable à la D.D.T.M. de la Gironde dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de la présente décision.

En cas de travaux sur terrains tiers, une convention entre le bénéficiaire de la présente autorisation et le(s) propriétaire(s) des terrains à (re)boiser fixant les droits et obligations de chacun des parties signataires devra être fournie.

Les travaux devront être achevés sous un délai maximum de 3 ans à compter de la même date. A défaut, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois et forêts.

**Article 3 : Versement au fonds stratégique de la forêt et du bois**

Le bénéficiaire de l'autorisation peut s'acquitter de la réalisation des travaux de (re)boisement mentionnés à l'article 2 par le versement au fonds stratégique de la forêt et du bois d'une indemnité d'un montant de **3578 €**, correspondant au calcul suivant :

indemnité = surface défrichée x coefficient multiplicateur x (coût de mise à disposition du foncier + coût moyen d'un boisement (résineux, feuillus...) avec :

coefficient multiplicateur = 1

coût de mise à disposition du foncier = **2500 €/ha**

coût moyen du boisement = **3000 €/ha (feuillus)**

**Article 4 : Obligations légales de débroussaillage**

La parcelle objet du défrichement est soumise aux Obligations Légales de Débroussaillage : le terrain est à débroussailler et à maintenir en état débroussaillé dans un rayon de 50 mètres autour des futures constructions, ainsi qu'autour des voies d'accès sur une largeur de 10 mètres.

#### **Article 5 : Mise en œuvre des compensations**

Le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'une durée maximale d'un an à compter de la notification de la présente décision pour transmettre à la D.D.T.M. de la Gironde :

- en cas de choix de (re)boisement de terrains au titre de l'article 2, l'acte d'engagement établi selon le modèle joint à la décision préfectorale, accompagné des pièces justifiant du commencement de travaux (devis approuvé, bons de commande, notification de marchés publics...),
- en cas de choix de versement de l'indemnité prévue à l'article 4, la déclaration de versement au fonds stratégique de la forêt et du bois annexée à la décision préfectorale.

**A défaut de transmission de l'acte d'engagement ou de la déclaration de versement au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois dans un délai d'un an à compter de la présente décision, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, en application de l'article L 341-9 du Code Forestier.**

#### **Article 6 : Durée de validité**

La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

#### **Article 7 : Publicité**

La présente autorisation sera affichée par les soins du demandeur sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de la commune de Lège-Cap-Ferret (33) quinze jours au moins avant le commencement des opérations de défrichement. L'affichage sera maintenu :

- sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement,
- à la mairie pendant deux mois au moins.

Le demandeur déposera à la mairie de Lège-Cap-Ferret (33) le plan cadastral des parcelles à défricher, qui pourra y être consulté durant toute la durée des opérations de défrichement.

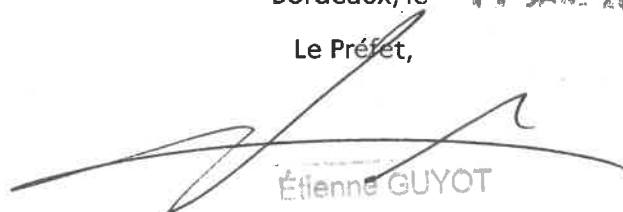
#### **Article 8 : Voies de recours**

Des recours gracieux auprès du Préfet, et, hiérarchique, auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de la notification, ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet " [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ".

**Article 9 :** La Secrétaire Générale de la préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Maire de la commune de Lège-Cap-Ferret (33).

Bordeaux, le 17 JAN. 2024

Le Préfet,



Étienne GUYOT





**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral  
n° 23-141**

**Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement  
compensateurs au défrichement (Sylvanat : 33-32575)  
(article L.341-9 du code forestier <sup>(1)</sup>)**

à transmettre à la D.D.T.M. de la Gironde dans un délai maximal de un an  
à compter de la notification de la décision

Acte d'engagement présenté par :

Nom - Prénom : SCCV GEMMES représentée par M PASSERIEUX

adresse : 25 RUE SAINTE PHILOMENE  
33300 BORDEAUX

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement (arrêté préfectoral n° 23-141), autorisant le défrichement de 0.6508 ha de parcelle de bois située à Lège-Cap-Ferret (33) et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0010	0,8304	0,3591
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0101	0,0986	0,0986
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0102	0,0969	0,0969
33236 - Lège-Cap-Ferret	AT	0103	0,0962	0,0962

Je soussignée SCCV GEMMES représentée par M PASSERIEUX m'engage à respecter les points ci-dessous :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'acte d'engagement**

Dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'autorisation de défrichement sus-mentionnée, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement précisés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 23-141.

**Article 2 : Les engagements**

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement figure ci-dessous <sup>(2)</sup>:

**Travaux de boisement / reboisement : Surface : 0,6508 ha**

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale	Surface à boiser ou reboiser	Essence(s)	Densité de	Origine des plants <sup>(3)</sup>

Calendrier de réalisation :

**Article 3: Respect des obligations**

Je m'engage à :

- respecter les dispositions réglementaires en matière de provenance des plants, de normes dimensionnelles et à produire les documents d'accompagnement des lots des plants dans la forme prévue par la réglementation en vigueur <sup>(4)</sup>
- veiller à prendre toutes les mesures utiles de protection nécessaires à la prévention des dégâts de gibier
- fournir, ou mettre à jour s'il existe, un document de gestion durable conforme aux articles L124-1, L124-2 ou L124-3 du code forestier dans un délai maximal de un an à compter de la réalisation des travaux
- réaliser régulièrement, pendant une période de dix ans, à compter de la réalisation des travaux, l'ensemble des opérations indispensables à la réussite de la plantation effectuée (fertilisation, regarnis, maîtrise de la végétation concurrente, taille de formation...) ou au maintien de l'objectif assigné aux travaux d'amélioration sylvicole réalisés
- respecter la législation applicable à ces terrains et aux travaux prévus
- conserver l'affectation boisée des terrains pendant une durée minimale de trente ans et à réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération

Les travaux de boisement ou reboisement seront conformes aux documents régionaux en vigueur <sup>(5)</sup> soit :

- Orientations régionales forestières pour la région Aquitaine <sup>(6)</sup>
- Schéma régional de gestion sylvicole <sup>(7)</sup>
- Schéma régional d'aménagement pour les forêts des collectivités <sup>(8)</sup>
- Plan pluriannuel régional de développement forestier <sup>(9)</sup>
- Programme régional de la forêt et du bois <sup>(10)</sup>
- Arrêté préfectoral régional <sup>(11)</sup> relatif aux conditions de financement par des aides publiques des travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts
- Arrêté préfectoral régional <sup>(12)</sup> fixant la liste des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat
- Liste MAAF des cultivars de peuplier éligibles aux aides de l'État pour la culture en futaie <sup>(13)</sup>

Le travail du sol, les densités et les modalités de plantation seront conformes aux recommandations du "Guide technique - Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements" <sup>(14)</sup>

Mon acte d'engagement comporte un devis d'entreprise signé par mes soins d'un montant de ..... € (toutes taxes comprises) \* -

**A JOINDRE AU PRESENT ACTE D'ENGAGEMENT**

Je m'engage à réaliser moi-même les travaux \*

**Cet acte d'engagement concrétise le démarrage des travaux prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement.**

**Article 4 : Contrôle du respect des engagements**

La DDTM vérifiera l'état des boisements ainsi que la sylviculture appliquée aux peuplements améliorés sur la durée des engagements souscrits. Les certificats de la provenance des plants seront exigés en cas de contrôle.

**Article 5 : Litiges**

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de BORDEAUX.

Nom et prénom :

Date :

Qualité :

- bénéficiaire de l'autorisation de défrichement
- représentant du bénéficiaire de l'autorisation de défrichement

Signature

**(1)** Article L341-9 modifié par Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 69

Lorsque l'autorisation de défrichement est subordonnée à une des conditions mentionnées au 1° de l'article L. 341-6, le titulaire de cette autorisation dispose d'un délai maximal d'un an à compter de la notification de l'obligation à laquelle il est tenu pour transmettre à l'autorité administrative un acte d'engagement des travaux à réaliser ou verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente. A défaut, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il renonce au défrichement projeté.

En cas de non-exécution dans un délai maximum de trois ans des travaux imposés en application de l'article L. 341-6, les lieux défrichés doivent être rétablis en nature de bois et forêts dans un délai fixé par l'autorité administrative compétente de l'Etat. Ce délai ne peut excéder trois années.

L'autorité administrative peut en outre, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, ordonner la remise en nature de bois des terrains devant être maintenus à l'état de réserves boisées.

**(2)** Les parcelles devant être boisées, reboisées ou améliorées devront, au préalable, être validées par la DDT(M) territorialement compétente sur la base d'un dossier comprenant : plan de situation, plan cadastral, extraits de matrices cadastrales, plan prévisionnel du boisement ou emprise des travaux, accord du propriétaire (si différent du demandeur), convention entre propriétaire bénéficiaire de l'autorisation de défrichement et propriétaire des terrains à boiser – modèle disponible auprès de la DDT(M) territorialement compétente

**(3)** Article D153-3 du code forestier

**(4)** Articles L153-1 à L153-7 et D153-1 à R153-25 du code forestier

**(5)** Ces documents sont téléchargeables sur le site internet de la DRAAF Aquitaine à l'adresse : <http://www.draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr>

**(6)** Approuvées le 31 octobre 2003

**(7)** Approuvé le 21 juin 2006

**(8)** SRA des dunes littorales de Gascogne – mai 2006 - SRA plateau Landais – juin 2006

**(9)** 2012 – 2016

**(10)** En cours d'élaboration

**(11)** 8 décembre 2011

**(12)** 3 septembre 2019

**(13)** Période juillet 2014 – juin 2016

**(14)** Edition septembre 2014 – disponible sur le site du MASA à l'adresse suivante :

<http://agriculture.gouv.fr/graines-plants-forestiers>





**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural  
Unité Forêt**

**Annexe 2 l'arrêté préfectoral n° 23-141**

**Déclaration du choix de verser au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L.341-6 du code forestier (Sylvanat : 33-32575)**

**NE PAS JOINDRE DE CHEQUE EN RETOURNANT CETTE DECLARATION.  
LA MISE EN RECOUVREMENT SERA EFFECTUEE DIRECTEMENT PAR LES SERVICES FISCAUX**

Je soussignée SCCV GEMMES représentée par M PASSERIEUX

Siret (pour les sociétés, entreprises) : 94875243100015

Choisis, en application des dispositions de l'article L.341-6 du code forestier, de m'acquitter, au titre du 7ème alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans la décision préfectorale n° 23-141

en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois la totalité de l'indemnité équivalente, soit :

**Trois Mille Cinq Cent Soixante-Dix Neuf Euros (3579 €)**

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Signature

